

**Table ronde sur les résultats de la
Recherche participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de
l'Ouest
Le 4 avril 2014 à Ottawa, Ontario**

Depuis 2011, la Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN) en partenariat avec le Centre de recherche sur le développement international (CRDI), Inter Pares et REDTAC, ¹ ont mené un projet de *Recherche participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest*. Les résultats de cette recherche ont fait l'objet d'une tournée au Canada au début du mois d'avril 2014, et plus spécifiquement, une table ronde organisée le 4 avril 2014 à Ottawa.

Une étude aux résultats déterminants

La projection d'un film sur les pays visés par la recherche participative a dressé un portrait à jour de la problématique et de l'impact sur la vie des communautés locales touchées par ce phénomène. Ce documentaire est particulièrement riche en informations diverses qui incluent une mise en contexte historique et géographique, suivie d'exemples concrets des acquisitions massives de terres agricoles par des firmes étrangères dans les pays concernés. D'importants témoignages des populations locales sont appuyés par des images illustrant les répercussions de ces acquisitions massives sur l'agriculture familiale, sur l'environnement et dans plusieurs aspects de la vie communautaire.

Les représentants de COPAGEN ont ensuite présenté les grandes lignes de la recherche participative menée dans 9 pays d'Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo. L'absence de dialogue et de débats sur cette question, l'inexistence des politiques ou de législation ouvrant la voie à des recours légaux par la population locale, sont parmi les facteurs qui ont poussé à cette étude. L'objectif de celle-ci est d'établir un diagnostic sur les effets des acquisitions massives des terres dans ces pays. Par la publication des résultats, les parties prenantes visent donc à informer et à sensibiliser l'opinion publique sur les conséquences de ce phénomène. Ils veulent ainsi contribuer aux débats pouvant mener à une gestion plus responsable des terres et des ressources par toutes les parties concernées.

Des répercussions préoccupantes

Un survol des résultats de l'étude met à jour les conséquences les plus marquantes de la problématique dans ces pays, entre autres :

- sur le plan de la sécurité alimentaire des communautés locales en raison de:
 - la réduction des surfaces cultivables pour les produits vivriers ;
 - les difficultés à la vente locale de la production agricole familiale et communautaire ;
 - l'inaccessibilité des produits de la cueillette, des plantes médicinales, du bois de chauffe ;
 - la réorientation de l'usage des terres.

- L'impact sur le plan socioéconomique se ressent dans les aspects suivants :

¹ Réseau d'études des dynamiques transnationales et de l'action collective

- l'utilisation des pesticides dans la culture du palmier à huile dans certaines régions affecte grandement la santé des populations locales ;
- le conflit foncier entre autochtones et les allochtones s'amplifie ;
- l'inaccessibilité des lieux de rites entraînant les risques de ruptures des valeurs culturelles ;
- les femmes se retrouvent souvent dépossédées des terres familiales et perdent ainsi leur rôle économique au sein de leurs familles ;
- les jeunes considérés comme étant les piliers de la famille n'ont pas accès aux terres et l'absence d'emploi les forcent à migrer dans d'autres régions.

Les solutions

Les discussions entre les participants à la table ronde ont porté sur l'étude elle-même mais aussi sur les recommandations qu'elle a avancées. Par exemple : la mise en place de mesures pour réduire les risques sur l'agriculture locale, la sensibilisation et la formation des populations locales sur les questions foncières et environnementales. Un renforcement des partenariats avec la société civile des pays concernés est également souhaité.

Une solution consiste à mettre en place des comités de veille pour documenter ce qui se passe sur le terrain et pour organiser les actions nécessaires. De cette manière, les populations locales pourront participer activement au processus de prise de décisions sur les questions foncières qui les touchent.

Cette rencontre a été particulièrement intéressé CELADA en lui donnant une perspective précise et actuelle du problème d'acquisition des terres dans cette partie de l'Afrique. Les membres de CELADA accueillent favorablement les résultats de cette recherche qui viendra alimenter la poursuite de ses activités visant à sensibiliser l'opinion publique au Canada sur les questions d'accaparement des terres en Afrique.

Pour plus d'informations sur la *Recherche participative sur les acquisitions massives de terres agricoles en Afrique de l'Ouest* :

<http://terres-copagen.inadesfo.net/>

<http://www.cerium.ca/REDTAC>

<http://interpares.ca>